ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1349)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL122

présenté par

M. Tourret, M. Galbadon, M. Blanchet et M. Bouyx

ARTICLE 43

Rédiger ainsi l'alinéa 24 :

« V. – Au premier alinéa de l'article 131-9 du code pénal, les mots : « la peine de contrainte pénale ou » sont supprimés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La disposition introduite par le Sénat consiste à faire en sorte que l'emprisonnement puisse être cumulable à des peines privatives ou restrictives de liberté et à une peine de TIG. Elle a pour conséquence de renforcer l'emprisonnement dans son statut de peine de référence. Le présent amendement s'inscrit directement dans l'esprit initial du Projet de loi proposé par le gouvernement.